

Comment animer Une démarche locale de mobilisation civique ?

L'appel propose aux groupes, structures ou initiatives locales qui reconnaissent la nécessité d'une mobilisation civique de participer à une démarche commune à travers quatre objectifs :

- **Faire un état des lieux** des enjeux, **des dysfonctionnements** et des besoins sociaux non satisfaits, **mais aussi des multiples actions** et des actes qui contribuent à **construire dès à présent** un projet de société à finalité humaine. Cet état des lieux pourrait permettre, si un service civique se met en place, de s'appuyer sur les besoins réels du territoire et d'avoir un contrôle citoyen sur la mise en place du service civique.
- **Mettre en lien** tous ceux qui souhaitent agir pour répondre aux enjeux de la société, en leur permettant de **ne pas rester seuls** et d'exprimer leur **culture commune** par l'action culturelle et la fête, favoriser le **travail en petits groupes** pour permettre à chacun de prendre la parole, de devenir acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire.
- **Mener des expérimentations et des actions**, même limitées, qui permettent d'inventer la société de demain, tout en parvenant à quelques résultats rapides montrant qu'un autre monde est possible. Agir dès maintenant pour changer ce qui peut l'être en s'auto organisant, sans tout attendre de l'État, de l'Union Européenne ou des politiques locales..
- **Jouer un rôle de veille, de contrôle et de proposition** par rapport aux décisions publiques. Cette interpellation des pouvoirs publics doit permettre de **développer des contre-pouvoirs** et d'exercer une pression pour que le changement des priorités devienne effectif.

1 Mettre en lien tous ceux qui le souhaitent

On ne part pas de zéro. De multiples actions porteuses d'humanité sont menées sur le terrain dans des domaines très divers. Ce peuvent être un « groupe citoyen » (exemple de Montauban de Bretagne), une association, un comité de quartier (exemple du comité de quartier Arnaud Bernard à Toulouse), dans la mesure où ils constituent déjà des lieux de mobilisation. Des hommes et des femmes sont à la recherche d'un lieu de parole, d'une façon de faire qui donne du sens à leur vie. Ils savent qu'isolés ils ne peuvent rien faire et souvent désespèrent de pouvoir agir face à l'énormité des problèmes qu'ils voient.

Un groupe local doit rassembler au démarrage quelques-uns de ces acteurs et citoyens, suffisamment pour que s'exprime la diversité des situations. Ensuite il va grossir en tache d'huile en abordant les problèmes de fond que beaucoup se posent, en réagissant face de aux événements.

Favoriser le travail en petits groupes

Dès que le groupe prendra de l'importance et devient nombreux, il sera nécessaire de favoriser le travail en petits groupes pour permettre à chacun de prendre la parole et de s'impliquer. Le grand groupe est un lieu de débats, le petit groupe est un lieu d'échanges. Ces échanges permettent en particulier de faire le lien entre la transformation collective et l'action de chacun, et de mesurer la richesse de la diversité des raisons d'agir des uns et des autres, sans chercher à parvenir à une solution unique, bien sûr.

Développer la dimension culturelle et la fête.

Des exemples comme celui du quartier Arnaud Bernard à Toulouse où ceux des forums sociaux mondiaux montrent l'importance de la dimension culturelle et de la fête dans la construction du lien social et du sentiment d'appartenance. La fête est porteuse d'espoir et de convivialité.

2 Faire un état des lieux de ce qui ne va pas et des actions déjà menées

L'appel propose de faire un état des lieux partagé des enjeux, des dysfonctionnements et des besoins sociaux non satisfaits et souvent mis entre parenthèses. Par exemple, la solitude des personnes âgées (20 % d'entre elles ne voient personne), les enfants laissés à eux-mêmes en zones périurbaines, l'absence d'équipements pour les loisirs des jeunes, etc... Une sorte de cahiers de doléances émanant des citoyens. Ces problèmes

sont ressentis comme individuels, mais en remontant aux causes on découvre que les problèmes locaux sont comme la trace au sol des dysfonctionnements globaux de notre société et du monde.

Mais cet état des lieux doit aussi porter le regard sur les multiples actions porteuses de coopération, de solidarité, de développement soutenable, d'épanouissement des personnes, et des actes qui contribuent à construire dès à présent un projet de société à finalité humaine. C'est pourquoi nous n'avons pas retenu le terme de cahiers de doléances.

3 Agir dès maintenant.

L'appel propose d'agir dès maintenant pour changer ce qui peut l'être en s'auto organisant, sans tout attendre de l'État, de l'Union Européenne ou des politiques locales, et pour ce faire mener des expérimentations et des actions, même limitées, qui permettent d'inventer la société de demain, tout en parvenant à quelques résultats rapides montrant qu'un autre monde est possible.

Par exemple, il est possible de répondre un problème de garde des jeunes enfants par la création d'une crèche parentale. Il est possible d'organiser un réseau d'échanges de savoirs pour répondre aux besoins de formation réciproque et de liens interpersonnels. Il est possible de se mobiliser pour résister à une situation injuste, comme nous l'apprend le théâtre de l'opprimé de Calcutta.

4 Jouer un rôle de veille, de contrôle et de proposition

L'appel propose enfin de jouer un rôle de veille, de contrôle et de proposition par rapport aux décisions publiques. Cette interpellation des pouvoirs publics doit permettre de développer des contre-pouvoirs et d'exercer une pression pour que le changement des priorités devienne effectif. Précisons que l'objectif n'est pas de se situer dans une perspective de pouvoir, mais de citoyenneté active.

Quel que soit le résultat des prochaines élections, il sera nécessaire de renforcer la mobilisation des citoyens pour constituer des contre-pouvoirs. Leur absence dans le passé a été la source de la plupart des dérives, car aucune pression ne venait équilibrer les forces économiques et financières dominantes. Un seul groupe local ne peut pas grand-chose contre des décisions nationales ou européennes, et si de nombreux groupes locaux réagissent dans le même sens cela commence à bout constituer une force.

Un lieu, une charte.

Les objectifs proposés permettent d'élargir l'action de structures préexistantes, comme un « groupe citoyen » (exemple de Montauban de Bretagne), une association, un café citoyen (comme celui de Templeuve dans le nord), un comité de quartier (exemple du comité de quartier Arnaud Bernard à Toulouse). Ils permettent de développer un lieu de mobilisation, d'échanges et de débats sur la base de principes communs et l'exigence d'une cohérence entre les principes et les actes¹.

Quand aucune organisation ne peut constituer ce noyau initial, alors il est proposé de constituer un groupe local de mobilisation rassemblant des personnes qui se reconnaissent dans l'appel.

Pour préciser ces principes communs, une charte est proposée en annexe, inspirée de celle de RECIT et des forums sociaux locaux. Il ne s'agit pas de parvenir à une position unique sur les sujets abordés. Cette charte est appelée à évoluer avec la mise en place des groupes locaux.

À quelle échelle géographique ?

C'est dans la proximité que se tisse le lien social. Les premières expériences montrent que c'est au niveau de la commune ou du quartier que la mobilisation peut s'appuyer sur les relations préexistantes (association, parents d'élèves, crèches parentales, etc...). C'est également dans la proximité que ce qui se lien social et que chacun peut avoir droit à la parole. Il est proposé de travailler au niveau du territoire de proximité, et non à l'échelle du pays, de l'agglomération ou du département.

Comment s'organiser ?

Il n'est pas inutile de préciser à quelle condition la démarche peut-être en accord avec des objectifs poursuivis.

¹ Une organisation qui se reconnaîtrait vaguement dans les principes énoncés mais par ailleurs ferait du « business as usual » ne peut donc pas prétendre pouvoir animer cette mobilisation civique. Une certaine cohérence est nécessaire.

L'importance de la réunion de démarrage

Lors de la première réunion, chacun des participants explique ce qu'il attend du groupe, quelles sont ses attentes. Pour définir la suite, il est important de partir des centres d'intérêt de chacun et non d'une offre prédéfinie. Il est important pour la mobilisation de produire des suites concrètes dès la première réunion.

Il peut aussi être utile d'organiser un débat autour de l'appel, en abordant les enjeux de survie de l'humanité et des sociétés où nous vivons, avec un intervenant extérieur si nécessaire.

Le groupe peut se constituer par contact direct (rencontres ou contacts téléphoniques) à partir des personnes signataires de l'appel. Il faut pour cela appeler chacun, écouter ses attentes et en tenir compte, suffisamment en amont pour qu'ils soient libres. Si nécessaire, il vaut mieux retarder le lancement et se donner le temps de cette mobilisation.

On ne touchera pas tout le monde d'emblée. Il est important que le premier noyau constitué ne se referme pas sur lui-même mais se pose la question de toucher d'autres personnes susceptibles de partager le même projet.

Pas d'institutionnalisation.

Il n'est pas nécessaire de constituer une structure formelle. L'objectif n'est pas de monter une nouvelle organisation, mais de travailler en complémentarité entre personnes concernées et réseaux existants. La valeur ajoutée est dans le décroisement et dans celle des convictions partagées.

Un groupe d'animation.

Une petite équipe d'animation est nécessaire pour prendre les initiatives, et assurer une logistique minimale. Mais cette équipe doit se considérer comme au service du groupe et non comme une direction politique.

Une réelle préparation.

Pour toutes les activités, un travail préparatoire est nécessaire (document, déroulement), afin que le groupe travaille sur des questions pour y répondre, et s'appuie sur les propres savoirs des participants.

Échanges d'expériences : des rendez-vous de l'éducation citoyenne

De multiples expériences sont porteuses d'éducation citoyenne, dans des domaines aussi différents que l'enseignement, l'action culturelle, le développement durable, les territoires, l'action citoyenne, la solidarité, etc... Les rendez vous de l'éducation citoyenne consistent à découvrir sur place l'expérience de l'un des membres du groupe, échanger à partir de ses pratiques et en tirer des enseignements plus larges. Ces rendez-vous sont aussi pour celui qui reçoit l'occasion de faire le point sur son projet.

Mener assez vite une première action.

Il est essentiel que le travail du groupe ne se traduise pas seulement par des discussions et par des actions concrètes qui permettent de parvenir à quelques résultats rapides, montrant qu'un autre monde est possible.

Des suites concrètes dès les premières réunions.

Lors de la première réunion, chacun des participants explique ce qu'il attend du réseau, quelles sont ses attentes. Pour définir la suite, il est important de partir des centres d'intérêt de chacun et non d'une offre prédéfinie. Il est important pour la mobilisation de produire des suites concrètes dès la première réunion.

L'appui du groupe de suivi national.

Un groupe de suivi national doit se constituer le 15 février.

Il peut apporter un appui aux groupes de mobilisation qui le souhaitent en répondant aux demandes : Pour cela, les réseaux signataires travaillent à mutualiser les éléments de réponse, de dossiers ou de documents dont ils disposent, avec en particulier des documents d'appui pour lancer des débats ou des réflexions, et constituent un groupe d'intervenants potentiels.

Il se propose aussi de mettre en lien les signataires qui sont proches géographiquement pour leur proposer de créer de nouveaux groupes ou de rejoindre un groupe existant.